



MICHELIN

Offre publique d'échange

de Compagnie Générale des Etablissements Michelin

Clermont-Ferrand, France

pour toutes les actions au porteur de

Compagnie Financière Michelin

Granges-Paccot, Suisse

d'une valeur nominale de CHF 200 chacune en mains du public

I. LA TRANSACTION

Compagnie Financière Michelin (« CFM »), société en commandite par actions, exerce un double rôle au sein du Groupe Michelin : celui de société holding intermédiaire et celui de société de financement du Groupe. A ce titre, il est apparu qu'un renforcement des fonds propres de CFM est nécessaire afin de mettre sa structure financière en adéquation avec les besoins de financement futurs du Groupe et de mieux répondre aux attentes des investisseurs et des agences de notation. Compagnie Générale des Etablissements Michelin (« CGEM »), la société mère du Groupe Michelin, a dès lors l'intention de souscrire à une augmentation du capital de CFM d'un montant d'environ un milliard et demi de francs suisses, prime d'émission comprise, et y contribuer au moins à hauteur de sa quote-part en capital. Par ailleurs, seules 459 593 actions au porteur CFM sur les 1 175 000 existantes étant détenues par le public, la liquidité du marché de ces titres est peu satisfaisante; ces éléments ne sont pas susceptibles d'évoluer dans l'avenir. Enfin, CFM et CGEM ont une substance économique très similaire, malgré leur structure financière différente, car presque toutes les filiales opérationnelles du Groupe Michelin sont détenues à travers CFM.

Compte tenu de ces éléments et dans un souci de simplification de l'organisation du Groupe et de réduction des coûts liés à la cotation de CFM, CGEM a décidé de proposer aux détenteurs d'actions au porteur CFM d'échanger leurs titres contre des actions nominatives CGEM sur la base d'une parité d'échange de 13 actions nominatives CGEM pour chaque action au porteur CFM. Les actionnaires de CFM qui échangeront leurs titres bénéficieront ainsi d'une liquidité nettement plus importante tout en conservant le potentiel de hausse lié à leur participation. A l'issue de l'offre, si CGEM venait à détenir plus de 98 pour-cent des droits de vote de CFM, elle demanderait l'annulation des actions au porteur CFM restant dans le public, en application de l'article 33 de la loi fédérale du 24 mars 1995 sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières (la « Loi fédérale sur les bourses et le commerce des valeurs mobilières » ou « LFB »), et ce, sans préjudice de la possibilité pour elle de demander la détermination des actions au porteur au cas où le seul de 98 pour-cent des droits de vote ne serait pas atteint à l'issue de l'offre.

II. L'OFFRE

1. Annonce préalable

Une annonce préalable de l'offre a été publiée dans les médias électroniques le 3 octobre 2002 et dans la presse le 7 octobre 2002, conformément aux articles 7 ss. de l'Ordonnance sur l'offre de l'OPA du 21 juillet 1997 sur les offres publiques d'acquisition (« l'Ordonnance sur les OPA »).

2. Objet de l'offre

Au 10 octobre 2002, date du rapport de l'organe de contrôle de l'offre, le capital émis de CFM s'élevait à CHF 1 404 831 200, divisé en 11 698 312 actions nominatives d'une valeur nominale de CHF 100 chacune (les « actions nominatives CFM »), et de 1 175 000 actions au porteur d'une valeur nominale de CHF 200 chacune (les « actions au porteur CFM »). Le capital est entièrement libéré.

Les actions au porteur CFM sont cotées au marché principal du SWX Swiss Exchange. Les actions nominatives CFM ne sont pas cotées.

L'offre porte sur toutes les actions au porteur CFM se trouvant dans le public, dont le nombre au 3 octobre 2002 (date de l'annonce préalable) se déterminait de la façon suivante :

- Nombre d'actions au porteur CFM émises : 1 175 000
- Moins les actions au porteur CFM détenues directement et indirectement par CGEM : 715 407
- Nombre d'actions au porteur CFM se trouvant dans le public : 459 593

3. Parité d'échange

Pour chaque action au porteur CFM, CGEM offre 13 actions nominatives CGEM d'une valeur nominale de CHF 200 chacune (les « actions nominatives CGEM »).

CGEM demandera à ce que les actions nominatives CGEM émises dans le cadre de l'échange soient cotées et admises au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. dès le terme d'exécution de l'offre tel que défini à la section X.3 ci-dessus. Pour plus de détails sur la cotation des actions nominatives CGEM, voir la section III.3 ci-dessous.

Les actions nominatives CGEM ne sont pas cotées au SWX Swiss Exchange. CGEM n'envisage pas de requérir une telle cotation, même après l'exécution de l'offre. Les actionnaires qui auront présenté leurs actions au porteur CFM à l'acceptation dans le cadre de l'offre se verront donc remettre des titres qui ne sont pas cotés en Suisse.

Dès leur émission, les nouvelles actions nominatives CGEM conféreront à leur titulaire les mêmes droits que les actions nominatives CGEM existantes.

La parité d'échange des actions au porteur CFM contre des actions nominatives CGEM a été déterminée sur la base d'une analyse multicritères :

Moyenne des cours de bourse

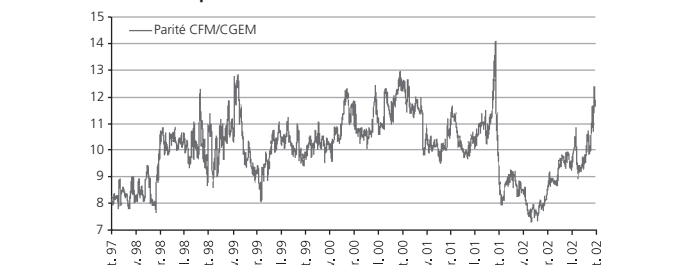
La parité offerte se compare comme suit aux pourcentés des derniers cours avant l'annonce préalable de l'offre le 3 octobre 2002 ainsi qu'aux parités résultant des rapports des moyennes pondérées des valeurs sur 1, 3, 6, 9 et 12 mois précédant cette date :

	CGEM (€)	CFM (CHF)	Parité implicite CFM / CGEM	Prime offerte
Dernier cours	30.12	510.00	11,6	12,1%
1 mois	32.48	505,89	10,6	22,2%
3 mois	36.44	544,33	10,2	27,4%
6 mois	39.58	561,40	9,7	34,2%
9 mois	40.17	516,10	8,8	48,4%
12 mois	39.35	498,56	8,6	50,7%

Source : Fininfo

A titre d'information, les parités historiques calculées sur la base des cours de clôture quotidiens sur les 5 dernières années étaient comprises entre 7,3 et 14,0.

Actif net réévalué par action



L'actif net réévalué se définit comme la valeur de marché des actifs nette de la valeur des dettes, les valeurs d'entreprise de CFM et de CFM ayant été reconstituées sous forme de somme des parties.

Compte tenu du fait que le chiffre d'affaires de CFM représente 98,4 pour-cent du chiffre d'affaires de CGEM, la valeur par action de CFM a été déterminée par différence entre la valeur de marché de CGEM et la valeur des actifs autres que la participation de CGEM dans CFM, sur la base de multiples d'aggrégats (valeur d'entreprise / EBITDA, valeur d'entreprise / EBITA et valeur d'entreprise / EBIT) appliqués sur la période du 30 juin 2002 (12 mois glissants) et sur l'année 2002 (consensus de marché). La valeur de CFM ainsi obtenue a été comparée à la valeur de marché de CGEM.

La valeur de marché retenue pour CGEM a été déterminée à partir de la moyenne des cours de CGEM sur le dernier mois au 2 octobre 2002, soit €32,48 par action nominative CGEM.

La parité des valeurs d'actif net réévalué par action ressort dans une fourchette comprise entre 9,6 et 10,7 actions nominatives CGEM pour une action au porteur CFM. La parité offerte comporte donc une prime comprise entre 22 pour-cent et 35 pour-cent.

Multiples boursiers de sociétés comparables

Les valeurs par action de CGEM et de CFM ont été calculées sur la base des multiples (valeur d'entreprise / EBITDA, valeur d'entreprise / EBITA et valeur d'entreprise / EBIT) de CGEM et de sociétés comparables. Compte tenu des différences tant en termes de structure que de répartition géographique des activités, les sociétés d'origine japonaise ainsi que les conglomerats n'ont pas été retenus. Seule la société Goodyear a été retenue comme société présentant des caractéristiques similaires. La valeur de marché retenue pour CGEM et Goodyear a été arrêtée à partir de leur moyenne de cours sur le dernier mois au 2 octobre 2002, soit €32,48 par action pour CGEM et un équivalent de €11,3 par action pour Goodyear.

Les multiples ont été considérés sur les années 2000, 2001, au 30 juin 2002 (12 mois glissants), et sur les années 2002, 2003 et 2004 (consensus de marché).

Sur la base des multiples de CGEM et de Goodyear, la parité est comprise dans une fourchette allant de 8,7 à 12 actions nominatives CGEM pour une action au porteur CFM. La parité offerte fait donc ressortir une prime comprise entre 9 pour-cent et 50 pour-cent selon les multiples considérés.

Bénéfice net par action

La parité offerte a été comparée au rapport des bénéfices nets par action tels que publiés par les sociétés au 31 décembre 2000 et au 30 juin 2002 (31 décembre 2001 non représentatif).

Sur la base des rapports de bénéfice net par action, la parité est comprise entre 10,5 et 12,6 actions nominatives CGEM pour une action au porteur CFM. La parité offerte comporte donc une prime comprise entre 3 pour-cent et 24 pour-cent sur les rapports des bénéfices nets par action.

Synthèse des résultats		
Critères considérés	Parité moyenne	Prime moyenne
Moyenne des cours de bourse	9,6	35,0%
Actif net réévalué	10,2	28,0%
Multiples boursiers	10,3	25,9%
Bénéfice net par action	11,3	12,8%

4. Période d'offre

L'offre pourra être acceptée du 17 octobre 2002 au 30 octobre 2002, à 16h00 (HEC)

CGEM se réserve le droit de prolonger une ou plusieurs fois la période d'offre. Dans ce cas, le terme d'exécution de l'offre tel que défini à la section X.3 ci-dessous sera reporté. Une prolongation de la période d'offre au-delà de 40 jours de bourse requiert au préalable l'approbation de la Commission des OPA.

5. Délai supplémentaire d'acceptation

La période d'acceptation de l'offre sera prolongée d'un délai supplémentaire de 10 jours de bourse après la publication des résultats intermédiaires de l'offre dans la presse. Sous réserve d'une éventuelle prolongation de la période d'offre conformément à la section II.4 ci-dessus, il est prévu que ce délai supplémentaire d'acceptation courra du 5 novembre 2002 au 18 novembre 2002, à 16h00 (HEC).

6. Condition

L'offre est soumise à la condition qu'Euronext Paris S.A. ait définitivement procédé à la cotation des actions nominatives CGEM émises dans le cadre de l'offre et que ces titres aient été admis au négoce au plus tard au terme d'exécution de l'offre tel que défini à la section X.3 ci-dessous.

Cette condition est résolutoire au sens de l'article 13 alinéa 4 de l'Ordonnance sur les OPA. Si cette condition n'est pas remplie et si l'un a pas été renoncé jusqu'au terme d'exécution de l'offre, CGEM est en droit de repousser ce terme jusqu'au 20 décembre 2002. Si par impossible cette condition n'avait toujours pas été remplie à cette date et si l'un avait pas été renoncé, CGEM pourrait soit demander l'autorisation à la Commission des OPA de prolonger ce délai une nouvelle fois, soit se départir de l'offre.

III. INFORMATIONS SUR CGEM

1. Raïson sociale, forme juridique, siège

CGEM est une société en commandite par actions régie par les articles L 226-1 à L 226-14 du Code de commerce français. Elle est immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) sous le numéro d'identification 855 200 887. Son siège social est situé 12, cours Sablon à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), en France. La société a été constituée le 15 juillet 1863 et a commencé son activité le 23 juillet de la même année. Selon les dispositions statutaires, elle vient à expiration le 31 décembre 2050, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

2. Activités principales de l'UN

CGEM est la société mère de l'un des principaux groupes mondiaux de fabrication et de commercialisation de pneumatiques.

Son objet social est le suivant :

- Toutes opérations et entreprises se rattachant directement ou indirectement à la production, la fabrication et la vente de caoutchouc, à tous les degrés de fabrication, sous toutes les formes et pour tous usages;
- Toutes opérations industrielles, commerciales et financières concernant notamment : le pneumatique, ses composants et ses accessoires, et le caoutchouc manufacturé en général,
- la construction mécanique dans toutes ses applications et en particulier les véhicules automobiles et industriels, composants, pièces détachées et accessoires,
- la fabrication, la vente et l'utilisation de produits chimiques naturels ou synthétiques et de leurs dérivés, en particulier les différentes variétés d'élastomères, plastiques, fibres et résines, et généralement toutes activités et tous produits de l'industrie chimique se rapportant notamment aux produits et opérations ci-dessus visés
- l'exploitation, la cession ou la vente de tous droits de propriété incorporels, et notamment de brevets et accessoires, marques, procédés de fabrication se rapportant à l'objet social.

3. Capital, titres offerts en échange

Capital

Capital émis

Au 10 octobre 2002, le capital de CGEM s'élevait à €272 016 032, divisé en 136 008 016 actions nominatives d'une valeur nominale de €200 chacune, entièrement libérées.

Capital conditionnel

Au 10 octobre 2002, compte tenu des options de souscription d'actions ayant été attribuées à des membres de la Direction et de l'encadrement, le nombre d'actions pouvant être émises était de 716 600 au maximum, en conséquence de la levée desdites options qui ne pourra intervenir qu'à l'issue d'un délai de quatre ans expirant le 18 mai 2006.

A cette même date, il n'existait aucun autre titre ou droit donnant accès directement ou indirectement au capital de CGEM.

Autorisations d'augmentation du capital social conférées par l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 12 juin 1998 et par l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 18 mai 2001 :

VALEURS MOBILIERES	DATE D'EXPIRATION	MONTANT
Maintien du D.P.S. ¹	Suppression du D.P.S. ¹	De l'augmentation de capital Avec maintien ou suppression du D.P.S. (valeur nominale)
1) Augmentation de capital en numéraire	11 juin 2003	—
2) Augmentation de capital réservée aux salariés	—	17 mai 2005
3) Augmentation de capital provenant de l'exercice d'options de souscription réservées à des membres de la Direction et de l'encadrement	—	17 juillet 2004
4) Augmentation de capital par offres publiques d'échange	—	17 mai 2004
5) Attribution gratuite d'actions	11 juin 2003	17 mai 2004
6) Obligations convertibles	11 juin 2003	17 mai 2004
7) Obligations avec bons de souscription d'actions	11 juin 2003	17 mai 2003
8) Valeurs mobilières composées	11 juin 2003	11 juin 2003
9) Bons de souscription d'actions	—	—
a) à titre gratuit	11 juin 2003	—
b) à titre onéreux	11 juin 2003	17 mai 2002

¹ D.P.S. : Droit préférentiel de souscription des actionnaires

Note : Les autorisations données par les précédentes Assemblées générales extraordinaires sont devenues caduques.

Outre les augmentations de capital qui résultent à terme de l'exercice des options de souscription d'actions mentionnées ci-dessus à la rubrique « Capital conditionnel », seule l'autorisation d'augmentation de capital réservée aux salariés a été à ce jour utilisée et a donné lieu à la réalisation, le 29 juin 2002, d'une augmentation de capital d'un montant global de €45 225 005, dont €42 840 719 de prime d'émission et €2 584 286 de prime correspondant à la libération des 2 292 143 actions nominatives CGEM émises par acte de €35 chacune. Ce 2 292 143 actions nominatives CGEM sont comprises dans les 136 008 016 actions nominatives CGEM mentionnées plus haut à la rubrique « Capital émis » de cette section III.3.

Décision relative à l'émission des nouvelles actions nominatives CGEM

En vertu de l'autorisation de l'Assemblée générale mixte des actionnaires du 18 mai 2001, la Gérance de CGEM a décidé le 2 octobre 2002 de présenter l'offre aux

actionnaires de CFM et par conséquent d'augmenter le capital de CGEM d'un montant nominal maximal de €11 949 418 par l'émission d'un maximum de 5 974 709 nouvelles actions nominatives CGEM, entièrement libérées par l'apport des actions au porteur CFM présentées à l'acceptation dans le cadre de la présente offre, selon la parité d'échange de 13 actions nominatives CGEM pour chaque action au porteur CFM apportée.

- A l'issue de l'offre, la Gérance de CGEM, après avoir constaté le nombre d'actions nominatives CGEM à émettre en rémunération de l'apport des actions au porteur CFM présentées à l'échange ;
- procédera à l'émission desdites actions, intégralement libérées, et
- constatera la réalisation de l'augmentation de capital correspondant à cette émission et modifiera en conséquence l'article des statuts relatif au montant et à la composition du capital social.

La cotation au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. et l'admission aux opérations d'Euroclear France S.A. des actions ainsi émises seront demandées sans délai après leur émission.

Cotation des actions nominatives CGEM

Les actions nominatives CGEM sont cotées au Premier Marché d'Euronext Paris S.A. avec Service de Règlement Différé. Elles font partie des indices CAC 40 et Euronext 100, avec une pondération au 2 octobre 2002 de 0,63, respectivement 0,39 pour-cent.

Depuis le 1^{er} janvier 1999, le cours des actions nominatives CGEM a évolué de la façon suivante (en €) :

	1999	2000	2001	2002*
Plus haut :	49,49	41,90	43,50	45,05
Plus bas :	30,30	30,10	23,84	27,90

* du 1^{er} janvier au 2 octobre 2002 Source : Fininfo

Droits financiers attachés aux actions nominatives CGEM

Les actions nominatives CGEM donnent les droits financiers suivants à leur détenteur :

Droit à un éventuel dividende

Chaque action nominative CGEM donne à son détenteur le droit au paiement d'un dividende, en espèces ou en actions, dont la distribution relève, en application des dispositions légales et statutaires, de la compétence de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires.

Les actions nominatives CGEM offertes en échange porteront jouissance au 1^{er} janvier 2002 et ouvriront droit, en conséquence, au dividende distribué au titre de l'exercice 2002; elles seront donc assimilées aux actions nominatives CGEM existantes.

Au titre des cinq derniers exercices, CGEM a distribué les dividendes suivants à ses actionnaires :

REVENU GLOBAL PAR ACTIONS A ET B							
Exercice	Dividende distribué en €	«A» CAPITAL ¹⁾			«A» JOUISSANCE et «B» ¹⁾		
		Dividende	Avoir fiscal	Revenu global	Dividende	Avoir fiscal	Revenu global
1997	79 398 670,90	0,59	0,30	0,89	0,58	0,29	0,87
1998	88 145 658,72	0,66	0,33	0,99	0,64	0,32	0,96
1999	95 648 269,83				0,71	0,36	1,07
2000	107 772 698,40				0,80	0,40	1,20
2001	114 508 492,05				0,85	0,43	1,28

¹ Actions regroupées en une seule catégorie le 15 juin 1999 ² Après annulation de 3 millions d'actions NB. ³ Voir la section X.5 ci-dessous pour une description du régime fiscal applicable aux dividendes versés aux actionnaires résidents en France

Droit à un éventuel produit de liquidation

A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'actif net social, après paiement du passif, servira à rembourser aux actionnaires le montant libéré et non amorti du capital.

Le surplus, sous réserve des affectations spéciales qui auront pu être décidées, sera considéré comme un bénéfice social et réparti à raison de 12 pour-cent aux Associés commandites, Gérants et non Gérants, et 88 pour-cent aux propriétaires d'actions.

Droit préférentiel de souscription

En application des dispositions légales, les actionnaires de CGEM ont, proportionnellement à leur participation dans le capital, un droit préférentiel de souscription (i) des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital et (ii) des valeurs mobilières donnant droit par conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière à l'attribution à tout moment ou à date fixe de titres qui, à cet effet, sont ou seront émis en représentation d'une quote-part du capital.

Pendant la durée de la souscription, ce droit est négociable.

L'Assemblée générale des actionnaires qui décide ou autorise une augmentation de capital peut supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires pour la totalité de l'augmentation de capital ou pour une ou plusieurs tranches de cette augmentation.

L'Assemblée générale précitée du 18 mai 2001 a décidé qu'en cas de suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (voir les §§ 6 à 8 et 30 du tableau des autorisations financières reproduit à la rubrique « Capital conditionnel » de cette section III.3), ces derniers bénéficieraient, en proportion des actions qu'ils détiennent, d'une priorité de souscription non négociable, sur le marché français ou, le cas échéant, sur le marché unique européen, ainsi que dans la mesure du possible, sur les autres marchés.

Droits sociaux attachés aux actions nominatives CGEM

Les actions nominatives CGEM donnent les droits sociaux suivants à leurs détenteurs :

Droit de participer aux Assemblées générales et droit de voter

Chaque actionnaire, quel que soit le nombre de ses actions, peut prendre part aux Assemblées générales, à condition (i) d'avoir été inscrit comme actionnaire sur les registres de la société 5 jours au moins avant la date de l'Assemblée et (ii) que les actions aient été libérées des versements exigibles.

Sauf dans le cas prévu par la loi française, chaque actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions, sans limitation.

Disposent toutefois de deux voix par action, sans limitation, les propriétaires ou leurs mandataires de toutes les actions entièrement libérées, inscrites depuis quatre ans au moins au nom du même titulaire, pourvu que celui-ci possède la nationalité française ou soit ressortissant d'un Etat membre de l'Union Européenne.

Convocation des Assemblées générales

Les Assemblées générales d'actionnaires sont convoquées par les Gérants. La convocation donne lieu à un avis de réunion et à un avis de convocation publiés, en France, dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, respectivement, trente jours et quinze jours au moins avant l'Assemblée.

En outre, les actions CGEM étant nominatives, l'avis de convocation, accompagné des documents d'Assemblée, est adressé à chaque actionnaire au plus tard quinze jours avant l'Assemblée.

Droit de faire porter un point à l'ordre du jour de l'Assemblée générale

L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

De plus, out être inscrit à l'ordre du jour, tout projet de résolution présenté par un actionnaire ou par une association d'actionnaires remplissant les conditions de détention du capital fixées par l'article L 225-105 alinéa 2 du Code de commerce français, selon une demande adressée au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception dans les dix jours de la publication au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires de l'avis de réunion de l'Assemblée et accompagnée du texte du projet de résolutions et, le cas échéant, d'un bref exposé des motifs.

Droit d'obtenir des informations sur la marche des affaires

L'actionnaire dispose d'un droit d'information exerçable comme suit :

- préalablement à toute Assemblée – réception des documents d'Assemblée joints à l'avis de convocation et à la formule de procuration
- demande d'envoi à la société, ou consultation au siège social, des documents et renseignements complémentaires prévus par la loi française
- questions écrites adressées à la société et auxquelles il est répondu en cours d'Assemblée
- et, à toute époque et de façon permanente : consultation au siège social des documents sociaux des trois exercices précédents.

Transférabilité des actions nominatives CGEM

Les actions nominatives CGEM sont librement négociables. Les statuts de CGEM ne prévoient aucune restriction à la transmissibilité de ces actions.

Obligation d'annoncer les participations importantes

La loi française prévoit que toute personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, qui vient à posséder plus du vingtième, du dixième, du cinquième, du tiers, de

la moitié ou des deux tiers du capital ou des droits de vote d'une société dont les actions sont cotées, doit informer cette société du nombre total d'actions de celle-ci qu'elle possède, elle doit aussi en informer le Conseil des Marchés Financiers. Les statuts de CGEM ne prévoient pas de déclaration à la société de franchissement de seuils.

Obligation de présenter une offre publique d'acquisition

Le droit français prévoit le dépôt obligatoire d'une offre publique en cas de changement de contrôle, notamment lorsqu'une personne vient à détenir seule ou de concert, directement ou indirectement plus du tiers du capital ou des droits de vote d'une société française dont les titres sont admis sur un marché réglementé. Lorsqu'une personne détenant entre le tiers et la moitié du capital et des droits de vote augmente sa participation en capital ou en droits de vote de plus de 2 pour-cent dans un délai de 12 mois consécutifs, l'offre publique doit viser la totalité des titres de capital ou donnant accès au capital. L'application de ces règles, et notamment l'appréciation du prix offert par l'offrant, est confiée au Conseil des Marchés Financiers, autorité indépendante. Ce dernier peut accorder des dérogations à l'obligation de déposer une offre publique, notamment en cas de recassement de titres à l'intérieur d'un groupe ou en cas d'opération de fusion, de scission ou d'apport soumise à l'approbation de l'Assemblée générale des actionnaires. Le non-respect de ces règles est sanctionné par la suppression des droits de vote appartenant au contrevenant.

4. Rapport de gestion et comptes annuels

Les comptes annuels sociaux et consolidés de CGEM au 31 décembre 1999, 2000 et 2001, approuvés et accompagnés des rapports des Commissaires aux comptes ainsi que